



Rapport d'activité 2015

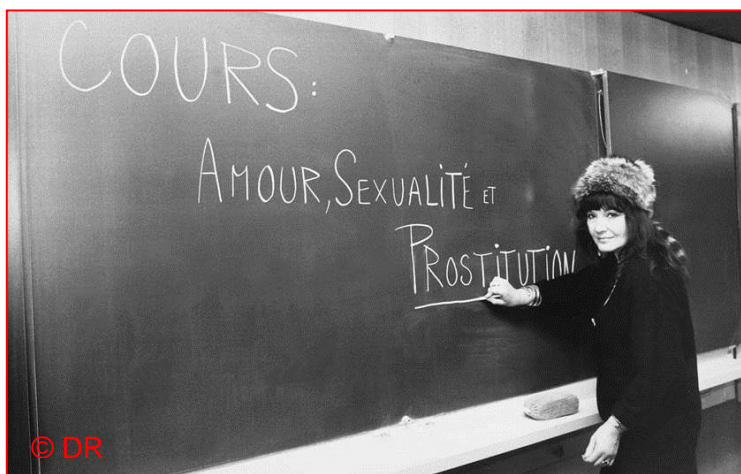
Le mot de la présidente

L'année 2015 fut ma première année en tant que présidente d'Aspasia. Une belle année bien occupée, comme vous le lirez dans la suite de notre rapport d'activité.

Au niveau international, 2015 a été marqué par la décision d'Amnesty International de défendre la décriminalisation du travail du sexe. Cette décision est d'autant plus importante dans le contexte politique actuel, où plusieurs pays, notamment notre voisin direct la France, renforcent leurs politiques abolitionnistes en introduisant la punition des clients du sexe tarifé.

Une constante augmentation de la fréquentation a occupé notre équipe efficace et souriante ; je saisis cette occasion pour la remercier de son engagement. Que ce soit sur le terrain, dans les salons érotiques, la rue ou les locaux d'Aspasia, de nombreuses travailleuses et travailleurs du sexe (TdS) ont trouvé écoute et conseil.

Nos intervenants hors murs ont tout particulièrement été touchés par la présence de mineurs non accompagnés, parfois requérants d'asile, dont le suivi dans l'administration a représenté un travail absorbant et parfois frustrant. Nous saluons à cet égard la formation d'une task force RMNA et le travail avec le réseau associatif sans lequel il aurait été difficile d'avancer sur ces cas complexes.



Aspasia n'a pas seulement été impliquée dans le travail direct avec les usager(e)s. Le travail institutionnel, notamment au sein de la commission pluridisciplinaire, nous a permis de mettre en place un groupe de pilotage pour la création d'un cours de sensibilisation adressée aux personnes entrant dans le travail du sexe.

Au niveau fédéral, l'autorisation d'exercer dans les cabarets pour les danseuses d'origine extra-européenne a été supprimé à fin 2015. Cette modification a occupé notre équipe et le

réseau suisse d'associations engagées dans le travail du sexe ProCoRé. Les conséquences de ce changement se feront sentir au courant 2016.

A Genève, la fin de 2015 a amené une amère surprise, celle de la coupe budgétaire imposée à toutes les associations agissant dans le domaine du social ainsi que de la culture. Aspasia est impliquée dans le processus d'opposition à ces coupes, qui mettent dangereusement en péril le tissu associatif genevois.

En vous remerciant chaleureusement pour votre soutien, je vous souhaite une bonne lecture.

Sara Arsever, Présidente

- ✓ **5'200** contacts avec des travailleuses et travailleurs du sexe
- ✓ **3'500** documents d'information distribués
- ✓ **35'000** préservatifs fournis

TABLE DES MATIERES

PERMANENCES & ACCUEIL : TROIS APRÈS-MIDIS PAR SEMAINE	2
SOUTIEN & ACCOMPAGNEMENT (S&A).....	4
ASPASIE PRÉVENTION MIGRANTES (APM)	6
MALE SEX WORK 2015 (MSW+).....	7
SEXWORK, MIGRATION ET VULNERABILITES (SW/MV+).....	9
DON JUAN (DJ).....	9
OFFRES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ.....	10
COMMUNICATION.....	11
EXPERTISE.....	12
CENTRE GRISÉLIDIS RÉAL, ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUE D'ASPASIE (CGR).....	12
TRAVAIL EN RESEAU	13
COMPTES.....	14
REMERCIEMENTS	16

PERMANENCES & ACCUEIL : TROIS APRÈS-MIDIS PAR SEMAINE

L'accueil sans rendez-vous dans nos locaux est ouvert aux travailleuses et travailleurs du sexe (TdS) et à toute personne intéressée ou concernée par la prostitution. L'équipe d'Aspasie se relaye dans cette tâche centrale, accompagnée régulièrement par Carla Schiess bénévole de longue date.

Cette année nous avons accueilli entre 9 et 33 TdS par semaine ce qui représente 1086 visites dans l'année. Le nombre de personnes venant pour la première fois a augmenté : 208 [194 en 2014]¹. Globalement les situations ont été plus complexes ; davantage de demandes de soutien 648 [557], et plus de demandes de rdv : 333 [303]. Un cahier de bord, tenu par les membres de l'équipe, facilite la circulation de l'information. Afin de donner un aperçu de la diversité des demandes, voici un florilège:

- G. est venu nous demander de l'aide suite à un vol commis par une autre femme samedi dernier. Nous avons eu de multiples téléphones avec l'îlotier de la gendarmerie et la brigade des mœurs (BMOE) pour clarifier la situation.
- Plusieurs femmes discutent en même temps, du travail, des moyens de contraception, du dépistage et conseil volontaires du VIH et des infections sexuellement transmissibles (VCT), de la vidéo-protection, des impôts et des assurances maladie...
- Nombreuses visites, dont plusieurs jeunes femmes hispanophones, au moins 6 nouvelles à Genève (moins de 3 mois). Leurs demandes : vaccination hépatite B et VCT.
- Une maman qui soupçonne que sa fille de 19 ans se prostitue demande conseil, brève discussion et fixons un rdv avec le soutien et accompagnement d'Aspasie.

¹ [= chiffres 2014

- Un responsable de salons est venu acheter des préservatifs et nous donne les adresses de ses divers salons. Il a rempli une fiche pour devenir membre.
- Une dame vient se plaindre de saignements importants et de fortes douleurs dans le bas-ventre. Rendez-vous est pris avec le médecin pour le jour-même à 17h.
- Une femme mariée avec un Suisse (taxation conjointe) se demande comment déclarer son activité d'escorte indépendante sans que son mari ne soit au courant.
- Un jeune homme vient se renseigner pour ouvrir un salon de massage en règle. Par exemple : les TdS avec un permis de 90 jours doivent-elles payer des impôts, la LAMal, AVS...
- Trois femmes espagnoles, travaillant dans un salon, viennent pour la première fois, suite à une visite de nos médiatrices socio-sanitaires (APM). L'une d'entre elles vient de vivre un « accident » de préservatif, nous la mettons en contact avec le service concerné aux HUG.
- Deux artistes de cabaret viennent de se faire « flanquer à la porte » par le patron : elles ont perdu d'un seul et même coup leur lieu de vie et de travail. Leur patron veut les payer 200 francs pour 15 jours de travail, nous fixons un rdv avec le soutien et accompagnement.
- Une femme vient avec un client qui pourrait la loger pour qu'elle puisse demander le permis B. Il s'inquiète des conséquences possibles.
- Une dame vient car elle a été agressée lundi à 05h aux Pâquis. Elle est sous le choc, elle a un gros bleu, l'œil tuméfié, un homme l'a tenue par les cheveux et lancée contre un mur. On prend rendez-vous à la LAVI, elle ne désire pas porter plainte pour le moment.
- Une femme connue d'Aspasie vient, paniquée, car «les impôts débarquent chez elle mardi et vont dire à sa belle-mère qu'elle est prostituée». Après avoir démêlé l'histoire, nous lui conseillons d'aller le lendemain se présenter à l'office des poursuites.
- Nous recevons un monsieur qui désire une réassignation de genre et l'orientons vers Agnodice.
- Suite au dépôt d'une plainte à la BMOE, une jeune femme vient sur le conseil des policiers. Travaillant dans un salon de massage elle s'est fait escroquer : elle n'a pas reçu un seul sou pour son activité, 13h/jour pendant 10 jours, pressions et menaces à la clé !
- Visite de trois garçons faisant partie d'un groupe qui dort à la Perle du Lac. Ils ont été littéralement dépouillé de leurs couvertures et de leurs biens personnels (2x cette semaine) par un agent. Nous interpellons la police.
- Permanence truffée de cas compliqués juridiquement et émotionnellement.
- Six jeunes femmes viennent nous consulter car elles veulent porter en justice un client qui a disparu du paysage. Il devrait quelques milliers de francs selon leurs calculs. Elles disent avoir les preuves vidéo de l'entrée et de la sortie de ce client de l'établissement.
- Deux femmes qui travaillent aux Pâquis demandent comment elles peuvent faire pour se réorienter professionnellement. Nous les orientons vers SOS Femmes.
- Cinq minutes avant la fin de la permanence, une femme connue nous signale des pressions et attouchements par un médecin chez lequel elle vient d'avoir une consultation. Elle est sous le choc et pleure.
- Téléphone d'une éducatrice qui s'occupe de personnes handicapées. Elle nous a adressé un monsieur en demande d'assistance sexuelle.
- Arrivée d'un patron de cabaret pour déposer le décompte de salaire d'une danseuse vue ce matin au « Soutien et Accompagnement ». Le solde du décompte est négatif : il allègue que la TdS lui doit de l'argent.
- Une jeune femme vient de s'apercevoir qu'elle est enceinte suite à «l'accident de préservatif » remontant à 3 semaines. Elle ne souhaite pas garder l'enfant. Nous prenons rendez-vous avec le Planning Familial.
- Une artiste de cabaret qui est passée lundi et qui a des soucis de santé repasse. Très inquiète car elle n'a pas de contrat de travail depuis août et du coup est illégale en Suisse. Un nouveau rdv est fixé avec la Consultation Ambulatoire Mobile en Soins Communautaires (CAMSCO).
- Permanence très chargée, 14 personnes avec des demandes très diverses : administration, santé, rendez-vous et achat de matériel de prévention. Deux artistes de cabaret sont venues pour obtenir des bons pour un dépistage VIH et Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et deux autres pour les démarches AVS. Nous avons imprimé les nouveaux formulaires de demande de remboursement... en russe.
- Une dame du quartier vient car elle n'a plus de médicaments pour se faire ses injections d'insuline. Elle sait que son sucre est haut mais elle a été radiée de son assurance. Nous téléphonons à la CAMSCO. L'infirmière nous demande de l'envoyer directement aux urgences tandis qu'elle téléphone à l'assistante sociale des urgences pour annoncer son arrivée.
- Une dame nous offre 3 manteaux de fourrures pour les «filles» qui ont froid en travaillant dans la rue.
- Une femme, reconnaissable sur « Google map », est revenue soulagée de constater que suite à notre intervention, sa silhouette a été entièrement floutée.
- Passage d'une usagère qui a trouvé un mari américain et part pour New York faire une école de coiffure ! Il veut bien l'accueillir elle et sa fille et lui payer une arcade de coiffure lorsqu'elle aura fini l'école.

SOUTIEN & ACCOMPAGNEMENT (S&A)

Dans la perspective de co-construire avec nos consultant(e)s des projets adaptés, nous offrons à chaque personne un accompagnement individualisé, prenant en compte leurs demandes et leurs ressources. Il n'y a donc pas de suivi « type ». En 2015, l'équipe a été renforcée par Ludivine Mayer, stagiaire de la Haute Ecole de Travail Social (HETS), qui s'est impliquée dans plusieurs suivis et a animé un atelier destiné au TdS migrantes pour leur permettre de mieux comprendre le système d'assurance maladie.

Les **démarches administratives** constituent une préoccupation commune à la majorité de nos consultant(e)s. Assurances, impôts, dettes, logement, acheminement du courrier et surtout l'augmentation des démarches liées aux permis. En effet, des difficultés liées au renouvellement des autorisations de séjour, impliquant des demandes de renseignements plus fréquentes de la part des autorités, nous mobilisent de plus en plus. Par exemple, si une personne a eu recours à une aide financière de l'Hospice général (HG), le renouvellement de son permis de séjour devient problématique. L'aide financière ponctuelle de l'HG est pourtant nécessaire lors d'une réorientation professionnelle ou en cas de maladie, accident, agression qui empêchent de travailler et laissent les victimes sans ressources. Malgré notre bonne collaboration avec le secteur juridique de l'Office Cantonal de la Population et des Migrations (OCPM), les démarches avec cette administration peuvent prendre beaucoup de temps. Ces temps d'attente entravent d'autres démarches, et sont fortement anxiogènes. L'aide aux déclarations d'**impôts** est un moment fort au début de l'année. Ce service est très apprécié et en constante augmentation. Un grand nombre d'heures a donc été consacré aux 109 déclarations fiscales [100 en 2014²], clés de voûte de l'intégration et de la reconnaissance professionnelle pour les TdS.

En 2015 les problématiques liées à la **santé** ont été plus fréquemment abordées : 66 personnes nous ont sollicitées [46], notamment pour des questions de gynécologie ou de maladie de longue durée. Avec l'appui de notre collègue infirmière, la collaboration avec des médecins privés, la CAMSCO et l'Hôpital cantonal Universitaire de Genève (HUG) a été renforcée et précisée.

Toujours plus de femmes expriment leur volonté de trouver des **alternatives économiques** au travail du sexe et entament des démarches concrètes dans ce sens. Nous avons initié avec 39 d'entre elles un projet de réorientation professionnelle [31], souvent de concert avec SOS Femmes. Cette transition s'avère complexe et peut prendre beaucoup de temps (formation, rédaction CV, postulations, changer le rythme nuit-jour, oser quitter le travail du sexe, etc.).

Les statistiques indiquant **237 personnes suivies**, confirment l'observation de 2014 [229] que la demande de consultation est en constante augmentation. Un peu moins de la moitié des personnes ont été reçues une seule fois en entretien, alors qu'un petit nombre sont accompagnées tout au long de l'année, voire durant plusieurs années. Pour les autres, 1 à 5 rendez-vous auront été nécessaires. La proportion de nouvelles situations reste stable à 49% mais le nombre de personnes transgenres a augmenté à 15 [8]. La catégorie d'âge la plus représentée est celle des 40 à 49 ans (33 %), suivie par les 30 à 39 ans (30 %). Il n'en reste pas moins que nous avons également été sollicités par des personnes tout juste majeures comme par des personnes de plus de 60 ans, avec leurs problématiques spécifiques, thématiques en entretien. La majorité de nos consultant(e)s sont migrant(e)s, la plupart (53%) vivent en Suisse depuis quelques années (15 ans), 22% depuis moins d'un an, et 17% depuis plus de 10 ans. La grande majorité est européenne (81%), 9% de pays tiers, 10% ont un passeport suisse et 131 personnes (59 %) ont une charge de famille (enfants). 25 situations concernent des personnes qui ont quitté le travail du sexe.

Vu l'implantation de nos locaux dans le quartier historique du travail du sexe à Genève, les TdS exerçant dans la **rue** représentent la majorité de notre public (58%) demandant un soutien. Nous avons cependant constaté une augmentation significative de personnes travaillant dans des **salons érotiques**. Elles représentent 19% [13% en 2014]. Nous avons également reçu 12 personnes qui travaillent chez elles (5%).

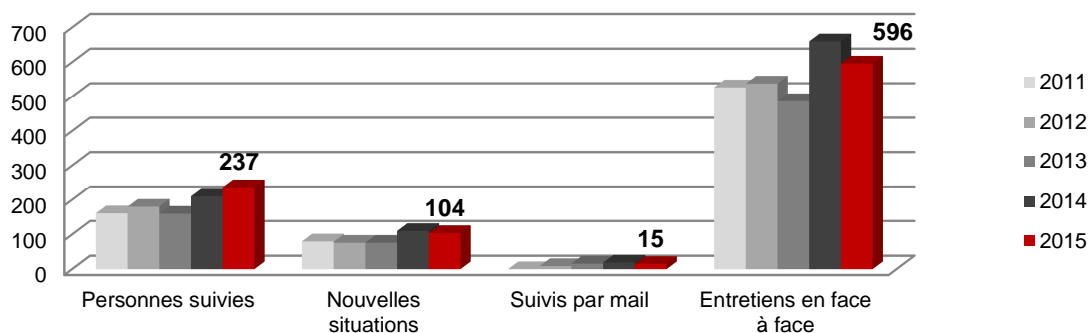
² [= chiffres 2014

Les artistes de **cabaret** ont constitué 4% des situations suivies. La principale problématique concerne le non-respect des contrats et les conditions de travail, parfois des questions de santé. L'année 2015 marque la fin de l'autorisation de travail pour les danseuses d'origine extra-européenne au 31 décembre. Cette modification importante nous aura mobilisés, avec des collègues d'associations de différents cantons Suisses (réseau ProCoRé), pour observer les effets et apporter des informations précises dans la période de transition.

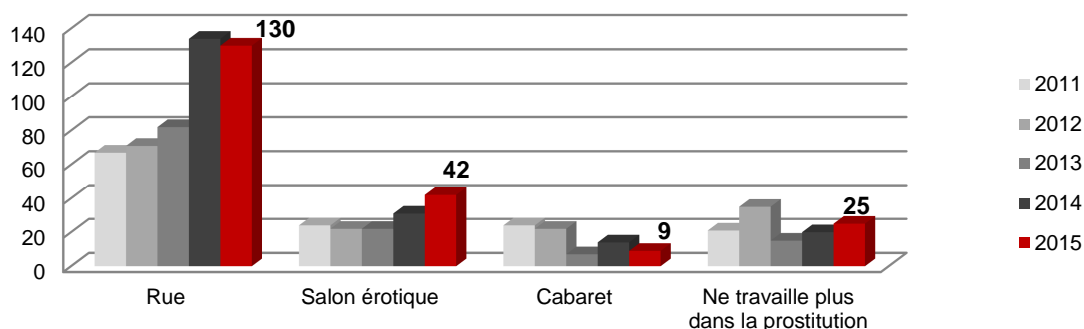
Si nous pouvons proposer des entretiens en différentes **langues**, nous devons également composer avec des langues nouvelles pour lesquelles il est primordial que nous puissions bénéficier d'interprètes disponibles et compétents. C'est actuellement le cas des femmes hongroises, pour lesquelles nous avons proposé un accueil spécifique en hongrois, expérience à réitérer en 2016, à adapter selon les fluctuations migratoires et les relais de l'association Boulevards, qui nécessitent de plus en plus fréquemment une prise en charge en roumain.

Le travail de **réseau**, indispensable pour faire face aux multiples problématiques, nous a amenés à 118 actions de collaboration avec les partenaires institutionnels, associatifs ou privés.

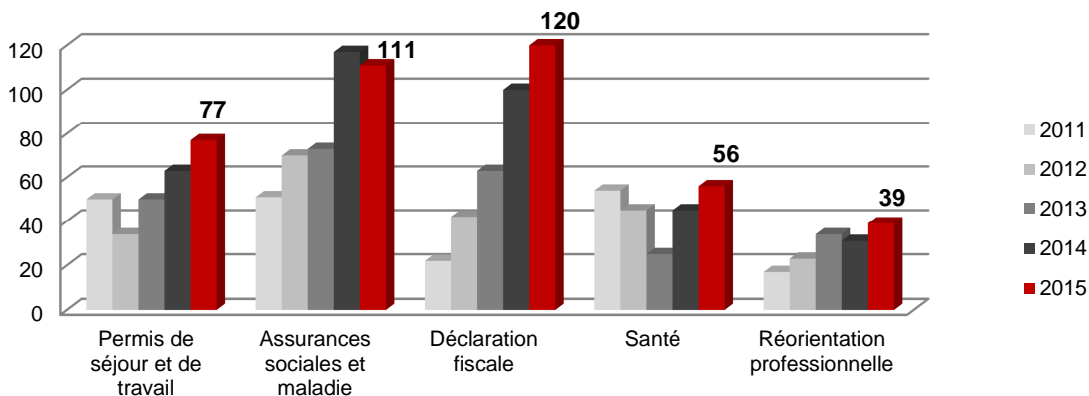
S&A: nombre de...



S&A: cadre de travail des TdS



S&A: thèmes abordés lors des entretiens



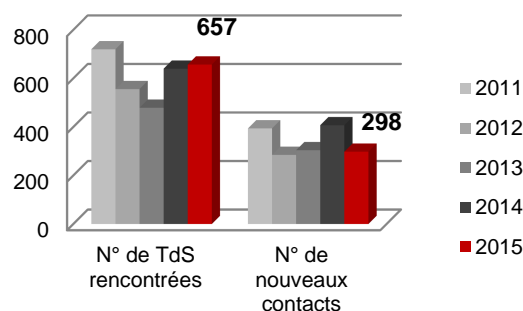
ASPASIE PRÉVENTION MIGRANTES (APM)

L'action de prévention auprès des travailleuses du sexe migrantes a vu le jour à Aspasia en 1996 et s'adapte constamment aux évolutions du terrain. Aujourd'hui, l'infirmière en charge de la coordination de ce programme, organise les visites de prévention dans les salons érotiques, les bars à champagne, les cabarets et aux Pâquis avec une équipe plurilingue de six médiatrices. Leur premier objectif est d'établir des relations de confiance pour transmettre les informations qui aident les travailleuses du sexe à prendre des décisions éclairées leur permettant d'aller vers plus d'autonomie. Chacune développe sa stratégie : entre soumission et revendication de leurs droits, la palette est large. Certaines femmes savent bien imposer leurs limites, d'autres, dépassées, demandent de l'aide à Aspasia, qui les informe et les soutient. On comprend donc l'importance de l'information qui précède et inaugure la liberté d'action.

Certains **salons érotiques** sont visités une seule fois dans l'année, d'autres 2 ou 3 fois selon les facteurs de risques constatés. 275 visites ont été effectuées dans les salons, dont 10 étaient nouveaux. Ceci a permis 530 rencontres (269 femmes pour la première fois) qui ont donné lieu à 403 entretiens. Les entretiens durent rarement moins d'une heure car le nombre de femmes par lieu est plus important qu'auparavant. Parfois une femme est seule, alors elle saisit l'occasion de nous parler de son quotidien ou de poser beaucoup de questions plus personnelles, voir intimes. Les TdS ont majoritairement des passeports européens et comme

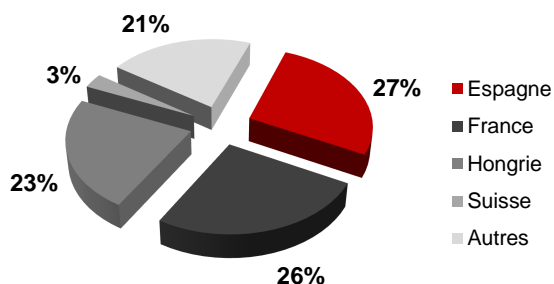
l'année précédente, les 3 pays de provenance les plus représentés étaient: l'Espagne (27%), la France (26%) et la Hongrie (23%), tandis que trois pourcents des personnes contactés étaient suisses. Ce travail de terrain demande beaucoup de courage et de persévérance à l'équipe car dans un tiers des lieux, les portes restent closes. Beaucoup de TdS travaillent sur appel et ne se déplacent dans leur lieu de travail que lorsqu'elles ont un rendez-vous avec un client. Dans vingt pourcents des cas, les femmes sont occupées ou refusent de nous voir pour une autre raison. La visite sera acceptée, en général à notre passage suivant. Afin d'atteindre davantage de personnes débutant dans le travail du sexe à Genève, le Département de la Sécurité et de l'Economie (DSE) entre en matière sur la création d'un cours de sensibilisation, recommandé par la Cour des Comptes en 2014 (rap. 85). Mireille Wehrli et Diane Zwygart de l'équipe APM ont rédigé un concept (mémoire pour la formation en santé communautaire), qui a servi en 2015 comme base de travail pour le groupe de pilotage, composé de la Brigade des Mœurs, de SOS Femmes, du Syndicat des Travailleuses et des Travailleurs du sexe (STTS) et d'Aspasia. Afin de pouvoir mettre en œuvre concrètement ce projet en lui attribuant un budget, la Loi sur la prostitution (LProst) doit être modifiée. Un projet de loi est actuellement en consultation.

APM



En vue de la suppression des permis de travail pour les artistes de cabaret d'origine européenne au 31.12.15, le nombre de **cabarets** a fortement diminué. Il n'en restait plus que 5 où nous avons rencontré 53 artistes dont 21 pour la première fois. La majorité des femmes était d'origine ukrainienne, russe et ouzbèque mais disposait d'un passeport européen : elles pourront continuer à travailler en Suisse en 2016.

APM: origine des TdS en 2015

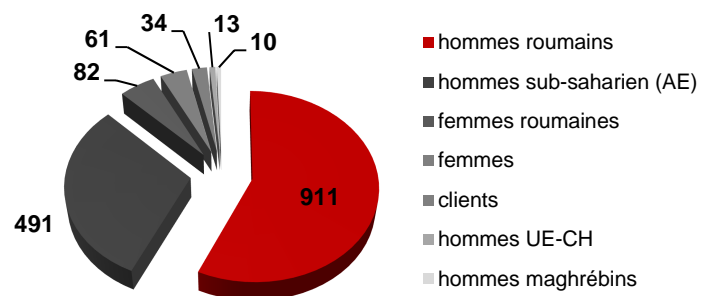


Une nouveauté en 2015 a été l'organisation de nombreuses tournées accompagnées par des assistantes sociales d'Aspasia et d'autres corps de métiers (infirmière, juriste, etc.) du réseau socio-sanitaire genevois. Ceci permet d'une part aux TdS de poser des questions plus pointues, d'identifier les personnes ressources potentielles et favorise, d'autre part, une meilleure compréhension de la réalité du terrain pour les professionnels alliés.

MALE SEX WORK 2015 (MSW+)

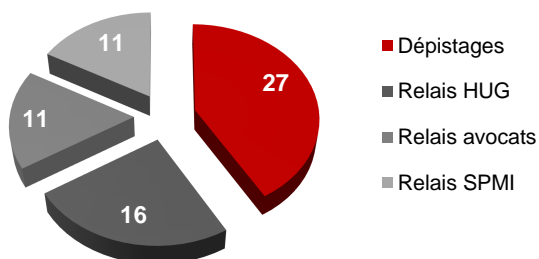
Cette action nous met principalement en contact avec des jeunes hommes, le plus souvent roumains, vivant en situation de grande précarité et recourant au sexe tarifé opportuniste. Les situations de vulnérabilités multiples (économique, institutionnelle, sanitaire, etc.) et la préoccupation quotidienne de subsistance peu favoriser le recours occasionnel à la petite délinquance. Seule une intervention qui prend en compte ces aspects de leur expérience est de nature à améliorer concrètement leur capacité à adopter des pratiques plus sûres. Cela implique une présence régulière sur le terrain permettant de créer des rapports de confiance. Nous intervenons avec une identité en lien avec le travail du sexe mais en prenant en compte les difficultés tant individuelles que collectives et communautaires. Cette attitude favorise l'émergence des problématiques complexes liées au tiraillement entre la pratique professionnelle HSH (Hommes ayant du Sexe avec des Hommes) et leur identité majoritairement hétérosexuelle, ignorant les codes homos et les prises de risque. Par ailleurs, les suivis individuels que nous sommes amenés à engager nous permettent d'identifier les besoins, d'impliquer activement les jeunes et de créer les liens avec les différentes institutions. En 2015, cette approche a notamment impliqué un investissement important en ce qui concerne la situation des mineurs errants et isolés.

Contacts MSW en 2015 : 1636



Nous avons accompagné la réalisation de **27 dépistages VIH et syphilis** grâce à notre partenariat avec le centre médical communautaire Checkpoint de Genève. Aucun de ces dépistages n'a été positif cette année. En plus, grâce au protocole mis en place en 2014 avec le service de dermatologie des HUG, l'ensemble des jeunes dépistés positifs en 2014 ont reçu un traitement IST et une vaccination hépatite B.

Suivis individuels MSW en 2015 : 84



Avec cette offre, couplée à notre action d'éducation à la santé, le contrôle de 5 jeunes ayant bénéficié du traitement l'année passée, a montré qu'ils n'ont pas été réinfectés en 2015. Si l'accès au dépistage et à la prise en charge des IST courantes est désormais assuré au sein d'un **parcours de soins** bien

rodé, il n'en va pas de même pour le VIH, les relais vers les soins restant problématiques. Mais par ailleurs, un des jeunes MSW+ a pu bénéficier d'une prophylaxie post exposition (PEP) au sein de l'unité VIH des HUG. En plus, depuis 2013 nous avons intégré à notre action les partenaires féminines des jeunes hommes actifs dans le sexe tarifé. Cela implique des accompagnements pour des interruptions volontaires de grossesse, dont deux en 2015. Une femme a aussi bénéficié d'un contrôle syphilis de son partenaire. Ces **prises en charge mixtes** sont particulièrement bénéfiques en termes d'éducation à la santé.

L'action éducation pour migrants vulnérables est une suite logique et ambitieuse de l'action engagée en 2014 auprès d'un public migrant vivant des situations de grandes vulnérabilités. Il s'agit de les amener à comprendre les enjeux sanitaires de la prostitution (34 nouveaux arrivants ont reçu des informations sur le safer-sex et un VCT) mais aussi d'offrir à terme, une meilleure socialisation et de lutter contre le passage à l'acte délictuel afin de prévenir des incarcérations. Si s'attaquer à cette problématique nous paraissait essentiel, 2015 aura été une année éprouvante à ce niveau-là. Concrètement nous assistons encore, de la part des autorités genevoises, à une volonté de privilégier la répression, utilisant bien souvent une stratégie policière proche du harcèlement. Il en résulte des amendes pour prostitution illicite, infraction à la loi sur le séjour des étrangers, saisies d'argent, interdictions de territoire et de bons nombres d'incarcérations. Notre

programme est basé sur un travail de suivis individuels (84 personnes) ainsi qu'une action collective auprès des communautés concernées. Il a depuis son début aussi intégré une vigilance toute particulière concernant la présence de mineurs en errance et souvent isolés ainsi que les risques de contraintes et d'abus auxquels certains jeunes peuvent être exposés. Notre stratégie d'user de l'identité d'Aspasie (travail du sexe) et de celle propre à MSW+ (sexe entre hommes) afin de libérer la parole sur les questions de sexualité, de business et d'offrir une complicité propice à faire émerger des problématiques de l'ordre de l'intime, se révèle payante dans la durée: mise en évidence des problématiques sociales jusque-là occultées et acquisition d'une expertise reconnue. Sur l'ensemble des suivis, 16 ont porté sur la santé générale et 11 ont débouché sur des prises en charge par une avocate. A noter que nous n'apportons aucune assistance en cas de délits portant sur des vols ou des violences.

Pour approfondir l'**action communautaire** nous avons organisé 10 repas avec les jeunes Roumains et 2 avec les Africains subsahariens pour un total de 248 participants. Ces repas sont toujours un moment fort et convivial, mais aussi l'occasion de nous positionner sur certains comportements problématiques (alcool, rôle de caïd, violences...), c'est un vrai travail de socialisation. Lors d'un repas avec les subsahariens (50 participants en majorité guinéens), nous avons organisé une présentation des dépistages VIH par le Groupe Sida Genève (GSG) au Programme Santé Migrants (PSM). Comme les jeunes ont émis le souhait de parler des questions de statut et de papiers, nous avons invité des juristes qui sont venus à leur rencontre. C'est à cette occasion que nous avons pris connaissance de la présence de mineurs. L'approche communautaire nous a par ailleurs amené à :

- participer à deux événements publics autour de la question Rrom et deux tournées sur les campements avec Mesemrom,
- 2 tournées sur les lieux de sexe et commerces gays avec Dialogai,
- 3 actions communes au parc de la Perle du Lac avec le groupe « violences homophobes » (Dialogai, GSG, Police) et 1 checkpoint mobile,
- 1 tournée avec SOS Femmes autour de la question des mineurs,
- 1 tournée commune à Lausanne avec l'association Fleur de Pavé (FdP) et le médiateur d'Opre Rrom de Lausanne, premier contact avec les Rroms de Lausanne en vue d'une sensibilisation aux problématiques TdS et d'un échange des pratiques.

Si **la question des mineurs** nous préoccupe depuis le début de notre action, nous ne pouvons que constater l'absence d'offres alternatives à la rue. En 2015, nous nous sommes mobilisés afin de faire évoluer la situation de jeunes âgés de 15 à 18 ans ayant développé des stratégies de subsistance multiples, dont celui de l'échange économique-sexuel souvent couplé avec des activités de mendicité, de deal ou de petits larcins. Selon une procédure mise en place dès 2013, nous signalons systématiquement au Service de Protection des Mineurs (SPMi) les cas de mineurs isolés et errants que nous rencontrons. Il est préoccupant de constater que la minorité des jeunes guinéens non accompagnés dépendant de l'asile (RMNA) n'est pas toujours reconnue par les institutions. Six d'entre eux ont accepté de fournir leur identité et d'entrer avec notre appui dans une démarche visant à obtenir une reconnaissance de leurs droits. Ces situations ont révélé des contraintes administratives parfois ubuesques. Nous nous sommes attelés à faire connaître le sort de ces jeunes (cinq garçons Rroms, trois filles Rroms et six RMNA Africains), auprès des institutions responsables et à mobiliser des acteurs associatifs afin de construire des réponses adaptées. Ce fut un processus rude mais particulièrement positif dans le temps. Il a été l'occasion de nombreux échanges et partages avec un réseau élargi sur lequel nous pourrions désormais nous appuyer afin de faire évoluer la situation de ces jeunes. Les questions liées à l'hébergement et à l'inscription dans un processus d'insertion restent des points cruciaux.

Nous avons eu l'occasion d'engager un intervenant de décembre 2014 à mars 2015 afin de promouvoir des contacts sur **Internet**. Il a exploré une action de prévention santé concernant les questions relatives au VIH/SIDA, aux IST, ainsi qu'à toute question en lien avec les conditions de vie et de travail des personnes pratiquant le sexe tarifé par l'intermédiaire du web. Durant ces 4 mois, plus de 1000 contacts ont été réalisés, essentiellement sur Gayromeo. L'action a touché toute la Romandie avec une forte majorité de contacts sur Genève et Lausanne. Environ 10% des profils contactés ont répondu et une vingtaine d'entretiens ont porté sur les dépistages. Faute de

soutien, cette action n'a pas pu être prolongée, mais elle jette les bases pour un futur développement en fonction des moyens financiers disponibles.

SEXWORK, MIGRATION ET VULNERABILITES (SW/MV+)

L'engagement d'une anthropologue en avril 2015 a permis d'identifier les facteurs de vulnérabilité primaires et renforcés touchant les TdS migrants. L'analyse a porté sur les différentes actions existantes pour les TdS et l'identification des manques, à la lumière du nouveau cadre pour la planification de l'OFSP « Migration et facteurs de vulnérabilité 2015+ ». Le document final de l'analyse, envoyé à l'OFSP en octobre (disponible sur demande à Aspasia) a formé la base pour élaborer des propositions de développement, en collaboration avec l'association Fleur de Pavé. Le nouveau projet SW/MV+, soumis à l'OFSP pour 2016, s'intitule: « Migration et facteurs de vulnérabilité au VIH et IST des populations effectuant le travail du sexe sur l'Arc Lémanique ».



DON JUAN (DJ)

L'action DJ de prévention à l'intention des clients du sexe tarifé s'articule, en Suisse, en trois volets. Un volet de coordination nationale financé par l'OFSP et mis en œuvre par Santé Sexuelle Suisse, un volet de conseil en ligne, et un volet d'actions de terrain sporadiques dans les rues ou dans les bars. Ce dernier volet n'existe plus : il devrait être financé par les associations cantonales membres de l'Aide Suisse contre le Sida (ASS) et responsables de l'axe 1, les clients ayant été définis comme appartenant à l'axe 1 dans le PNVI 2011 - 2017.

La **coordination nationale** confiée à Santé Sexuelle Suisse (SSS) a convoqué cette année deux fois les coordinateurs régionaux concernant la production de matériel : le nouveau site web don-juan.ch et des flyers pour le client. Les associations partenaires en ressortent mécontentes car les décisions ont été unilatérales, les financements des projets cantonaux ont souvent disparu et par conséquent le matériel produit n'a pas pu être relayé dans la plupart des régions.

Depuis 2008, un collaborateur d'Aspasia répond aux questions **en ligne des clients** sur www.don-juan.ch : une vingtaine de thématiques différentes sont abordées. On note en 2014 & 2015 une baisse drastique du nombre de messages [7] & (12), dû à l'absence de promotion du site par SSS (172 messages en 2010 avec la promotion par l'ASS).

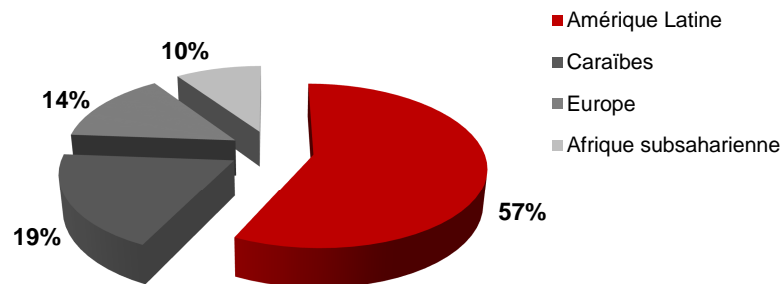
Au fil des années, les données Don Juan ont mis en lumière que **les clients** sont d'origines ethniques diverses, majoritairement suisses, de tous âges, de toutes catégories socioprofessionnelles, souvent clients réguliers, parfois occasionnels. Toutes ces informations se sont révélées précieuses lors de la conception des projets de prévention d'Aspasia. Pour **l'avenir**, Aspasia et Boulevards ont identifié un éventail de nouvelles stratégies intéressantes pour atteindre les clients. Des financements devront être trouvés. L'OFSP désigne régulièrement les cantons comme seul financeur légitime.

OFFRES SPÉCIFIQUES DE SANTÉ

Dépistage et conseil volontaire du VIH (VCT) pour les femmes en situation de précarité qui exercent le travail du sexe à Genève

Un premier projet pilote s'était déroulé dans les locaux d'Aspasie, sous forme de permanences mensuelles nocturnes entre 22h et 1h30 alors que le bus Boulevards était présent dans le quartier des Pâquis et effectuait le relai vers le VCT. La nouvelle forme de ce projet, visait à évaluer si une offre VCT similaire, mais hors du quartier de la prostitution et dans un centre de soins, pourrait également toucher d'autres TdS travaillant ailleurs.

VCT 2015: Origine des TdS



Les membres des équipes d'Aspasie et de Boulevards ont activement promu l'offre auprès des TdS en distribuant les bons pour un test gratuit, en informant régulièrement sur les dates de permanences et en encourageant les TdS à se faire tester régulièrement. Ceci lors de la permanence VCT bimensuelle sans rendez-vous, assuré par deux infirmières dans les locaux du Programme santé Migrants (PSM) des HUG. Le Groupe Sida Genève a pris en charge le temps de travail des infirmières et le coût des tests de dépistages de confirmation VIH. Au total 21 permanences ont permis d'accueillir 89 personnes, avec une moyenne de fréquentation de 4,2 personnes par permanence.

Dix-sept pourcents des femmes n'avaient jamais eu recours à un dépistage VIH auparavant. Compte tenu de leur activité à risque, ce chiffre est non négligeable. Une femme a été testée positive.

Hépatite B

Une offre de vaccination gratuite et anonyme pour les TdS, mise en place par Aspasie depuis de nombreuses années, existe toujours, grâce à la bonne collaboration avec le Centre Médical du Léman et la mise à dispositions des doses nécessaires par le Service du Médecin Cantonal. Le nombre d'injections effectuées fluctue d'une année à l'autre, nous observons une légère baisse en 2015 : 57 [65 en 2014].

Tests à prix réduit

Un laboratoire du quartier des Pâquis propose, sur présentation d'un bon distribué par Aspasie, des analyses à prix réduit pour 5 infections sexuellement transmissibles. Cette facilitation d'accès aux tests a permis à 16 personnes d'effectuer un dépistage en 2015.

COMMUNICATION

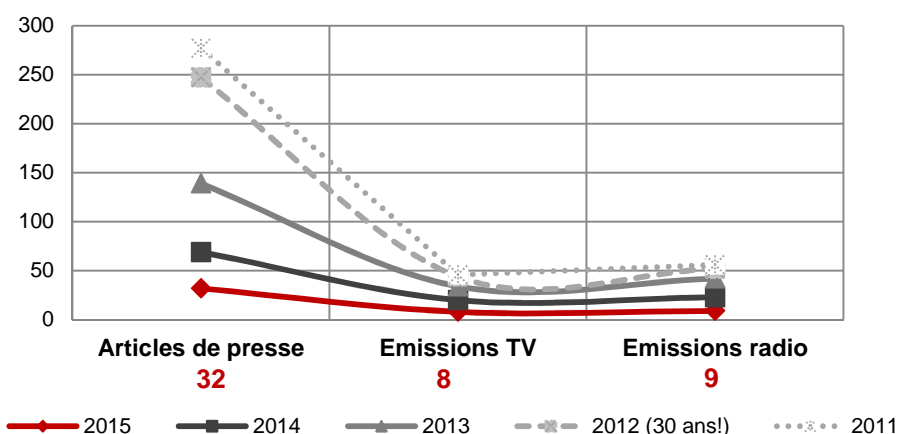
Fréquemment sollicités par les médias, nous privilégions depuis 2014 la communication dans la mesure où elle sert nos objectifs, met en lumière une réalité que nous combattons, ou pour laquelle nous nous battons. En 2015, le rapport (n° 85) de la Cour des Comptes (CdC) [« Evaluation de la politique publique en matière de prostitution »](#)³ a fait l'objet d'un important écho médiatique. Une opportunité dont s'est emparée Aspasia pour communiquer, notamment sur trois recommandations particulièrement importantes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des TdS :

- la recommandation n° 10 demandant une modification de la loi afin que deux travailleuses du sexe puissent à nouveau partager un même lieu de travail sans que celui-ci soit considéré comme un salon érotique. Cette liberté a été supprimée par la LProst, donnant ainsi davantage de pouvoir aux exploitants et aux intermédiaires, ce qui a favorisé la fixation de loyers usuraires pour les TdS,
- La recommandation n°11 imposant dans les salons de massage la pose d'un panneau informatif décrivant les mesures relatives au safer sex,
- la recommandation n° 12 qui suggère la création d'un cours de sensibilisation pour toute nouvelle personne souhaitant exercer le Travail du Sexe à Genève.

Nous avons également eu l'occasion de mettre en lumière les dimensions politiques et économiques du travail du sexe, aspects habituellement moins traités par les journalistes. Dans cette optique nous avons, entre autres, collaboré avec la Fédération des Entreprises Romandes qui a réalisé un dossier, paru dans son magazine « Entreprise Romande » n° 12. Il aborde les enjeux de la LProst et ses conséquences sur le travail du sexe.

Parmi les multiples thématiques d'actualité abordées en 2015, la commémoration des 10 ans de la disparition de Grisélidis Réal a fait l'objet d'une attention toute particulière et soutenue : un dossier de 3 pleines pages dans la Tribune de Genève, illustré par de magnifiques photos dans l'édition du 30/31 mai. Une décennie après sa disparition, le journal revient sur l'itinéraire révolté et combattant de cette figure genevoise, qui s'était souhaité pour épitaphe : « Ecrivain, peintre, prostituée » ; l'émission « Une vie, une œuvre : Grisélidis Réal » sur France Culture, diffusée le samedi 13 juin et le reportage d'Arte « Les oubliés de l'histoire » réalisé par Jacques Malaterre qui sera diffusée en 2016.

Nombre d'interventions médiatiques



Nous avons également produit « **La Lettre d'Aspasia** » au mois de mars. Elle présente notre prise de position sur deux des recommandations de la Cour des Comptes qui soutiennent au mieux l'autonomie des TdS.

³ <http://www.cdc-ge.ch/Htdocs/Files/v/6419.pdf/Rapportsdaudit/2014/Rapport85.pdf?download=1>

EXPERTISE

Aspasie est fréquemment sollicitée par des artistes (théâtre, photo, cinéma, etc...), abordant la thématique de la prostitution, ainsi que de chercheurs et des étudiants de tous degrés confondus : école de culture générale, CFC, hautes écoles professionnelles, bachelors, masters, postgrades ou doctorats. La demande des étudiants est restée soutenue en 2015 (99). Les lieux d'expertise sur la prostitution présentant une vision objective du travail du sexe sont rares et il nous paraît essentiel qu'une approche pragmatique du travail du sexe puisse être communiquée aux personnes intéressées.

Nous sommes également régulièrement invités à animer des ateliers dans les Hautes Ecoles, les Universités ou autres lieux de formation ou à participer à certaines recherches. Depuis 2015 Aspasie collabore ainsi à l'étude SWAN, menée par l'Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive (IUMSP) mandaté par l'ASS. Cette enquête auprès des TdS a pour but de mieux comprendre les réalités de leur métier afin d'améliorer les programmes de préventions du VIH et des autres IST. Aspasie est engagée aussi bien dans le groupe de pilotage que dans la récolte des données.

En plus des partis politiques, des commissions parlementaires (municipales, cantonales, nationales), des institutions ou associations sollicitent notre expertise lorsqu'ils souhaitent se forger une opinion sur les multiples enjeux liés à la prostitution, tels que lois, santé publique, prévention, gestion territoriale, migration, etc.

CENTRE GRISÉLIDIS RÉAL, ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUE D'ASPASIE (CGR)

Le CGR, situé à la rue Amat aux Pâquis, accueille les mardis après-midi toute personne intéressée par la thématique de la prostitution, pour des entretiens, la consultation et le prêt de livres et de documents. Par ailleurs ce lieu permet d'organiser des événements ou des réunions, il est un complément aux locaux trop exigus d'Aspasie. C'est également ici qu'une enseignante propose des cours de français aux TdS hispanophones (90 sessions).

Avec l'aide de deux bénévoles nous avons pu réactiver le projet d'archivage des documents historiques, notamment les archives de Grisélidis Réal, qui constitue le premier « Centre international de documentation sur la prostitution ». Ce projet butte toutefois sur le manque de moyens permettant de réaliser un classement professionnel. Nous remercions les deux personnes qui ont décidé d'offrir leurs compétences et de consacrer du temps pour faire avancer ce projet. Martine Ruchat, historienne, professeure à la faculté de psychologie et des sciences de l'éducation et ancienne présidente des Archives de la Vie privée ainsi que Jehane Zouyene, historienne d'art, qui a consacré son travail de master à l'œuvre graphique et picturale de Grisélidis. Cette dernière recherche a débouché sur une exposition, intitulée « La liberté est un rêve », au Manoir de Coligny et un catalogue raisonné qui va paraître en 2016 Jusqu'ici, rien n'avait été publié sur ce sujet et très peu de ces œuvres avaient été exposées.

Aspasie ne désespère pas de trouver les fonds nécessaires, permettant de développer le centre de documentation et de rendre accessibles aux chercheurs, étudiants ainsi qu'à toute personne intéressée, les archives de Grisélidis Réal, qui témoignent de trente ans de prostitution à Genève.

TRAVAIL EN RESEAU

Aspasie travaille avec de nombreuses institutions et associations genevoises, suisses et internationales. Au niveau fédéral un important travail politique et de coordination est mené avec l'association ProCoRé, réseau suisse d'organisations, de projets et de personnes qui défendent les intérêts des TdS en Suisse. → www.sexwork.ch

Nous faisons partie du Collectif d'Associations Pour l'Action Sociale (CAPAS) à Genève qui regroupait à fin 2015 trente-quatre organisations. Nous remercions les responsables du CAPAS pour leur engagement précieux : ils en ont fait un lieu d'échange, d'actions collectives, de soutien mutuel et de collaboration plus que jamais nécessaire, à l'heure où la baisse des subventions publiques menace chaque année davantage la pérennité des associations actives dans le domaine social, et par là même le service aux personnes les plus fragilisées à Genève. → www.capas-ge.ch/new/news

Pour leurs précieuses collaborations nous adressons nos remerciements chaleureux aux diverses structures, énumérées ci-dessous: 360°, Aide Suisse contre le Sida (ASS), Appartenances-Genève, Association de Défense des Travailleuses du Sexe (ADTS), Association des locataires (ASLOCA), Bains des Pâquis (AUBP), Bienvivre aux Pâquis, Boulevards, CAPASGE, Caritas GE, Centre de Contact Suisses Immigrés (CCSI), Centre LAVI GE, Centre Social Protestant (CSP), Chambre de l'économie sociale et solidaire (AprèsGE), CheckpointGenève, Commission pluridisciplinaire sur la prostitution GE coordonnée par le département de la Sécurité et de l'Economie (DSE), Coordination Asile, Département de la Culture et du Sport Ville de GE (invitations aux spectacles), Coordination VIH GE, Dialogai, Direction Générale de la Santé (DGS) Service du Médecin Cantonal (SMC), Espace Solidaire Temple des Pâquis (ESP), Fondation officielle de la jeunesse (FOJ), Groupe Sida GE (GSG), Haute école de travail social (HETS), HUG notamment CAMSCO, Gynécologie et Dermatologie, Hospice Général (HG), Ilotier de la gendarmerie des Pâquis, International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe (ICRSE), Maison de Quartier des Pâquis, Mécanisme de coopération contre la traite GE, Mesemrom, Ministère Public, Network for Sexwork Projects (NSWP), Office fédéral de la santé publique (OFSP), Païdos, Partage, Pluriels, Police de Genève Brigade des Mœurs (BMOE), Première Ligne, Réseau femmes GE, Service juridique de l'Office cantonal de la population (OCPM), Service de protection des mineurs (SPMIGE), Sexualité et Handicaps Pluriels (SEHP), Service Social International (SSI), SOS Femmes, SOSPM, STAMM, Survivre aux Pâquis (SURVAP), Syndicat des travailleuses et travailleurs du sexe (STTS) GE, Taskforce RMNA, Unité d'Action Communautaire des Pâquis (UAC), Unité de Santé Sexuelle Planning Familial GE (USSPF), Santé Sexuelle Suisse (SSS), Université (UNIGE).



NO BAD
WHORES.
JUST BAD
LAWS.

COMPTES

ASSOCIATION ASPASIE GENEVE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2015 ET 2014

	2015	2014
	CHF	CHF
<u>ACTIF</u>		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>		
Liquidités	129'265.49	127'307.21
Stock	2'864.10	2'574.90
Débiteurs divers	0.05	0.00
Actifs transitoires	15'106.32	3'345.05
Total actif circulant	147'235.96	133'227.16
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		
Garanties bancaires	5'752.10	5'750.65
Total actif immobilisé	5'752.10	5'750.65
TOTAL ACTIF	152'988.06	138'977.81
<u>PASSIF</u>		
<u>CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME</u>		
Créanciers divers	7'975.65	8'535.20
Passifs transitoires	43'366.00	21'370.55
Total capitaux étrangers à court terme	51'341.65	29'905.75
<u>FONDS AFFECTES</u>	(note 1/a)	
Fonds affectés projet Assit.Juridique et Judiciaire	3'279.40	3'279.40
Fonds affectés projet Secrétariat	6'300.00	11'500.00
Fonds affectés projet Parc Informatique	5'286.10	5'286.10
Fonds affectés projet Site Internet	4'000.00	4'000.00
Fonds affectés projet Brochure Trans	0.00	549.85
Total fonds affectés	18'865.50	24'615.35
<u>FONDS PROPRES</u>	(note 1/b)	
Fonds propres au 1er janvier	25'456.71	24'619.82
Fonds de réserve trésorerie	50'000.00	50'000.00
Fonds de réserve ajustement salaire	9'000.00	9'000.00
Excédent des produits/(charges)	(1'675.80)	836.89
Total fonds propres	82'780.91	84'456.71
TOTAL PASSIF	152'988.06	138'977.81

**ASSOCIATION ASPASIE
GENEVE**

COMPTE DE RESULTAT 2015 ET 2014

		1.1.2015 au 31.12.2015 CHF	Budget 2015 CHF	1.1.2014 au 31.12.2014 CHF
Subventions	(note 2/c)	608'829.70	604'096.00	601'006.00
Dons et cotisations	(note 2/d)	16'420.00	24'490.00	28'980.00
Vente de matériel de prévention		15'633.00	17'000.00	16'013.00
Autres produits	(note 2/e)	24'517.20	7'825.00	8'698.75
Etat de GE, emplois de solidarité(EdS)	(note 2/e)	0.00	0.00	3'000.95
Rbt Ass. Boulevards, salaires et charges	(note 2/e)	131'126.00	130'090.00	125'479.90
Total des produits		796'525.90	783'501.00	783'178.60
Frais du personnel	(note 3/f)	704'600.75	692'133.00	654'295.00
Frais des activités et des projets	(note 3/g)	13'883.17	11'845.00	38'007.23
Achats de matériel de prévention		12'390.15	13'000.00	13'041.75
Frais administratifs & autres charges	(note 4/h)	66'857.41	79'318.00	62'672.58
Total des charges		797'731.48	796'296.00	768'016.56
Excédent des produits / (charges)		(1'205.58)	(12'795.00)	15'162.04
Résultat financier	(note 4/i)	(470.22)	(440.00)	(325.15)
Excédent des produits / (charges)		(1'675.80)	(13'235.00)	14'836.89

COMITÉ

Présidente

Sara Arsever

Bureau

Sara Arsever, Sylvie Arsever, Christoph Jacob, Claudette Plumey,

Membres

Marie Anderfuhren, Sara Arsever, Sylvie Arsever, Julide Bandelier, Karine Baud, Agi Földhazi, Josie Gay, Christoph Jakob, Claudette Plumey, Sylvain Thévoz, Tania Tornay

PERSONNEL

Equipe

Equivalent plein-temps
Environ 559 %

Caroline Amstutz, Judith Aregger, Fabian Chapot, Eric Chevalier, Fernanda de Oliveira Rodriguez, Michel Félix de Vidas, Caroline Gomez Keizer, Joanny Deguin (jusqu'en mars), Sarita Dumitriu, Isabelle Lauper, Ludivine Mayer (stagiaire jusqu'en juin) Yamada Nakaoka, Veronica Pagnamenta (d'avril à décembre), Maya Pfiffner, Joulia Ponti, Marianne Schweizer, Gaëtane Wacker (dès avril), Mireille Wehrli, Diane Zwygart

Formations

Caroline Gomez Keizer : CAS Praticienne formatrice, Mireille Wehrli et Diane Zwygart : CAS Promotion de la santé et santé communautaire

Superviseurs

Stéphane Jacquemet, Françoise Jullier Costes, Gilles Hourton

Informatique

HighTech Services

REMERCIEMENTS

Nous remercions très chaleureusement les membres cotisants, les membres du comité et tous les employé(e)s, qui s'engagent tout au long de l'année pour permettre la mise en œuvre de la mission exigeante d'Aspasie. Merci aussi aux travailleuses et travailleurs du sexe qui nous font confiance et qui nous apprennent tous les jours comment améliorer nos prestations pour rester en adéquation avec les réalités de terrain. Et une reconnaissance toute particulière à :

Comité d'honneur

Sandro Cattacin, Ruth Dreifuss, Liliane Maury-Pasquier, Albert Rodrik, Carlo Sommaruga,

Bénévoles

Gilles Hourton, Martine Ruchat, Carla Schiess Jehane Zouyene et diverses personnes ponctuellement,

Subventions

Ville de Genève, Office fédéral de la santé publique (OFSP), Aide Suisse contre le Sida (ASS, CoRom), Santé Sexuelle Suisse (SSS), Etat de Genève (DEAS, DSE : BIE), Fondation Philantropia,

Dons

Communes : Avusy, Bardonnex, Carouge, Céligny, Dardagny, Grand-Saconnex, Meinier, Onex, Plan-Les-Ouates, Pregny-Chambésy, Satigny, Thônex, Vernier,

Entreprises : Firmenich, Interdelta SA,

Cotisations des membres et divers dons de personnes.

Grâce à son expertise depuis 1982,



...conseille et oriente toute personne exerçant le travail du sexe - Défend les droits fondamentaux des travailleuses.eurs du sexe - Œuvre à réduire les risques de santé bio psycho sociale - S'inscrit dans les processus de lutte contre la traite - Développe des stratégies de prévention et d'information VIH/ IST - Combat la stigmatisation et l'exclusion sociale.

36 rue de Monthoux 1201 Genève T 022.732.6828 aspasie@aspasie.ch

Rapport 2015 | Rédaction: Marianne Schweizer, Mise en page et graphisme: Fabian Chapot, Collaborations: Sara Arsever, Eric Chevalier, Caroline Gomez Keizer, Isabelle Lauper, Maya Pfiffner, Michel Félix de Vidas, Mireille Wehrli, Relecture : Sylvie Arsever, Fabian Chapot, Michel Félix de Vidas. Ce rapport est téléchargeable sur notre site www.aspasie.ch